

Lettre ouverte

Depuis septembre 2021, nous voilà embarqués dans ce que l'on appelle le plan déchets 2026, tout du moins, dans la démarche de l'accompagnement de ce projet.

Cet « accompagnement », pour lequel la communication fait largement défaut depuis le début, a laissé dévoiler un projet complètement en dehors de la réalité et mettant de côté les conditions de travail des agents avec une qualité de service public en désuétude à termes.

Deux ans et demi de « discussions » pour en arriver aujourd'hui à un mécontentement grandissant et à ce que nous avons prévu dès le début : Un bazar organisé !

Plusieurs communications du service ont été faites, certaines maladroites, d'autres désastreuses et manipulatrices.

Tout a été fait pour endormir les principaux concernés, à savoir les agents de la collecte, des centres de recyclage, de la valorisation, de l'apport volontaire, des services supports.

Ce projet met à mal le service public et les conditions de travail des agents. Les dommages collatéraux se font sentir.

Au fil des mois et dernièrement, nous avons demandé, sans succès de retour, tous les documents permettant de suivre les avancées (tracés des plans des secteurs mis à jour, répartition des tâches, besoins humains et matériel...). Quand on cache, on sait ce que cela veut dire !

Un préavis de grève a été déposé le 8 janvier 2024. Nous n'avons pas encore été reçus pour la partie PGD.

[Un préavis de grève pour l'apport volontaire](#) a été déposé pour le 2 avril 2024. Tout est lié puisque c'est également un service collecte.

Nous avons été reçus le 28 mars 2024 en négociation pour l'apport volontaire avec les agents de ce service et une forte délégation d'agents en grève de la collecte en porte à porte du dépôt de Bègles a pu aussi se faire entendre en séance auprès de l'Administration et la Direction. Un coup de semonce !

Ils se sont exprimés sur leur mécontentement, la crainte pour leurs métiers de chauffeurs et éboueurs, leur devenir ! Rien de convaincant en réponse, au contraire.

Dans un même temps, le bureau des élus métropolitain se réunissait pour sceller le projet.

Alors que toutes les conditions ne sont pas réunies, que les documents demandés ne sont pas en notre possession, nos élus ont donc décidé de passer la vitesse supérieure en donnant le top départ au plan stratégique déchets par voie de presse malgré le mécontentement des agents et le contexte de mobilisation. Même pas un mot lors de la rencontre ce 29 mars en fin d'après-midi à part des reproches sur notre position syndicale !

En parallèle, le même syndicat ayant prêté allégeance en octobre 2021 pour le plan déchet se borne à ce jour à faire encore de la surenchère avec des propositions sans discernement comme vouloir majorer à 300% le paiement des heures supplémentaires pour les jours fériés.

Nous ne doutons pas des ressources de ce syndicat pour proposer par exemple une prime pour la fin du fini-parti ! Mais ce genre de comportement dessert la cause et ne nourrit qu'une élite. Avec ça, la lutte est ralentie et les agents sont en ordre dispersé.

Comment faire confiance aujourd'hui ? Nous ne le pouvons-plus. Tout est tronqué et ce, depuis le départ. Même devant 90 agents en salle d'appel, certains n'assument pas leurs menaces et les intimidations.

Ce qui est annoncé devant toutes et tous est systématiquement démenti par la suite (travail du samedi, paiement heure pour heure les jours fériés, appel du privé en cas de pénurie de volontaires...).

Dans la presse aujourd'hui, on peut y lire que le volume des ordures collectées en bac noir a diminué de 10,96% par habitant entre 2021 et 2023.

Cette baisse a bon dos et vient à point nommé. La hausse des prix est sans aucun doute une des plus grandes causes de la baisse de la consommation dans les ménages en plus de l'après-COVID !

L'objectif environnemental de réduction des déchets ne doit pas se faire au détriment du service public et des conditions de travail.

Tous les services de la PGD sont concernés à courts ou moyens termes et nous sommes donc très inquiets de cet embourbement médiatique.

Qui va subir la colère des usagers, le poids des bacs trop lourds, les tournées plus longues, les encombrants de plus en plus volumineux ?

Des conditions de travail en mode dégradées sont donc promises à toutes et tous, administratifs et techniques !

Si vous souhaitez garder de bonnes conditions de travail acceptables, conserver vos acquis et ne plus subir, exprimez-vous et mobilisez-vous. Il n'est pas question non plus de laisser disparaître ce qui a été gagné par les luttes.

Vous seuls agent.e.s, obtiendrez gain de cause et nous sommes-là pour vous accompagner.

Si les agents vont bien, le service public se porte bien !

